

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Convention Europe du Parti socialiste (15 juin 2013)

Ils mènent l'Europe droit dans le mur !

- International - Europe -

Date de mise en ligne : mercredi 3 avril 2013

Description :

Nous publions ici la première partie de la contribution de notre camarade Jean-Jacques Chavigné, membre du comité de rédaction de D&S, écrite en vue de la convention Europe du Parti socialiste du 15 juin, et du débat de la motion 3 préparatoire à cette convention.

Démocratie & Socialisme

A- La construction européenne dans l'impasse

1- L'Europe sociale laminée

La construction européenne se caractérise maintenant dans tous les pays européens, par la stagnation ou le recul généralisé des salaires, des retraites et des prestations sociales. Le recul partout, des droits du travail. Elle trouve son point « culminant » dans les plans de « destruction sociale » qui frappent la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et maintenant Chypre.

a) La Grèce : le laboratoire de la droite européenne

La Grèce n'est pas une exception, mais le laboratoire dans lequel la droite européenne expérimente le traitement qu'elle est prête à faire subir à tous les peuples européens. Les « plans de sauvetage » de la Grèce mis en place par la Troïka (Union européenne, BCE et FMI) sont d'une incroyable brutalité, totalement inédite en Europe depuis la fin de la seconde Guerre mondiale.

Ces plans ne sont pas des « plans de sauvetage » de la Grèce mais uniquement des plans de sauvetage de ses banques et, surtout, des banques allemandes britanniques et françaises qui risquent d'être emportées dans le naufrage de la dette publique grecque. Mais c'est au peuple grec, comme ailleurs, aux peuples irlandais, portugais ou espagnol que la Troïka demande de régler la facture de la spéculation bancaire. Nous assistons, en Grèce comme dans toute l'Union européenne, à un gigantesque transfert des dettes privées vers la dette publique.

En 5 ans, entre 2008 et 2012, le niveau de vie moyen de la population grecque a chuté de 35 %. En outre, 26 % de la population active est au chômage. Des chiffres qui s'apparentent de plus en plus à ceux du début des années 1930 en Allemagne. Le taux de TVA est passé de 19 à 23 %. Les entreprises privées licencient à tour de bras sans aucune entrave. L'impôt sur les sociétés a été réduit, les impôts payés par les salariés ont augmenté, notamment une taxe foncière particulièrement injuste. Les armateurs grecs et l'Eglise orthodoxe (le plus riche propriétaire foncier du pays) continuent à ne payer quasiment aucun impôt. Les allocations sociales ont connu une baisse brutale. Les Grecs ne trouvent plus de médicaments et les hôpitaux publics n'ont plus les moyens de soigner la population.

Le dernier plan d'austérité imposé par la Troïka prévoit l'instauration de la semaine de travail de 6 jours sur 7 et la « mise en réserve » des 150 000 fonctionnaires titulaires qui seront tous, licenciés au bout de trois ans. C'est l'équivalent de 900 000 fonctionnaires en France (tous les fonctionnaires de l'Education nationale) !

b) En France, notre gouvernement cède toujours plus aux pressions de Merkel, des marchés financiers et du Medef

Le « pacte de compétitivité » mis en place en décembre 2012, sous la pression d'Angela Merkel, des marchés financiers et du Medef ponctionnera 20 milliards d'euros chaque année au profit du patronat. Ce sont les salariés qui, là encore, paieront la facture, notamment par une augmentation de 7 milliards de la TVA et une diminution de 10 milliards des dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales. Et, bien évidemment, comme à chaque fois que les dépenses publiques diminuent ce sont les plus fragiles qui en pâtiront.

Non seulement ce pacte n'est un pacte avec personne puisqu'aucune contrepartie n'a été demandée au patronat mais sa logique entraîne de nouvelles attaques contre le salariat. La « compétitivité » des entreprises étant devenue

sacrée, ce sera aux salariés de payer pour les retraites, la dépendance, la Sécurité sociale dont les déficits augmentent d'autant plus rapidement que le chômage de masse progresse à grande vitesse.

Pire, avec la transposition dans la loi de l'accord signé le 11 janvier 2013 par trois syndicats, l'ANI, c'est un recul historique de ses droits qui risque de frapper le salariat. Tout cela pour répondre aux vœux de « réformes structurelles » voulues par les trois « M » : Merkel, Medef et Marchés financiers.

c) Le chômage, le marqueur décisif de l'état d'une société, atteint des sommets

Près de 20 millions de personnes sont aujourd'hui au chômage dans la zone euro : 11,6 % de la population active. Le taux de chômage atteint 10,5 % en France, 12 % en Italie, 17 % au Portugal, 26 % en Grèce, 27 % en Espagne. Mais les politiques d'austérités continuent de plus belle.

2- L'Europe démocratique se réduit comme peau de chagrin

A peine élu en 2007, Nicolas Sarkozy s'est assis sur la victoire du « non » au référendum de 2005. Ce « non » l'avait pourtant emporté avec 54,7 % des suffrages exprimés. Le traité de Lisbonne qui était la copie conforme du projet de Traité constitutionnel européen (à l'exception de la partie III qui avait plutôt sa place dans des textes réglementaires que dans un traité) a été adopté, en février 2008.

Il avait pour cela, fallu modifier la Constitution française, ce qui n'avait été possible qu'avec une majorité des 3/5ème des parlementaires. Sarkozy a obtenu cette majorité grâce au vote « pour » de 32 parlementaires socialistes et à l'abstention de 142 autres.

a) L'Europe politique n'a toujours pas d'existence

Les partisans du « oui » au projet du Traité Constitutionnel Européen (TCE) en 2005 nous avaient assuré qu'avec la nomination d'un président du Conseil européen l'Union européenne pèserait d'un tout autre poids. Les dirigeants européens ont choisi Herman Van Rompuy. Le poids politique de l'Union européenne est toujours aussi insignifiant.

Ils nous avaient, dans leur élan, promis un véritable « ministre des Affaires étrangères européens ». L'Union européenne a hérité de Catherine Ashton. Lorsque l'Union « parle d'une seule voix » c'est quand l'Europe n'a rien à dire, autrement, c'est la cacophonie : sur l'Irak, l'Afghanistan, le Mali... Et pour cause, le maintien de l'unanimité pour la très grande majorité des actes de Politique Etrangère et de Sécurité Commune vide largement de sa substance la création de ce « ministère ».

b) Les institutions européennes relèvent toujours d'une démocratie en trompe-l'oeil

Les pouvoirs du Parlement européen n'ont donc toujours pas grand-chose à voir avec ce que devraient être les pouvoirs d'un parlement dans une démocratie. Le Parlement européen est le seul organisme européen qui soit élu au suffrage universel mais l'essentiel des pouvoirs reste aux mains d'organismes non élus : le Conseil des ministres, la Commission ou la Cour de Justice.

Le traité de Lisbonne a légèrement accru les pouvoirs du Parlement. Il ne peut toujours pas présenter son propre candidat à la présidence de la Commission européennes mais il peut refuser celui proposé par le Conseil. Il n'a toujours pas la possibilité de voter seul les lois. Il n'est, au mieux, que co-législateur. Le Conseil des ministres décide

souvent seul, même si le domaine de la codécision avec le Parlement a été étendu.

Le Parlement n'a toujours pas la possibilité de présenter des propositions de loi. Une directive ne peut être adoptée que sur proposition de la Commission européenne. Aucun gouvernement européen n'est responsable devant le Parlement qui n'a toujours pas le pouvoir de voter seul le budget de l'Union puisque s'il exerce un contrôle sur les dépenses, il n'en va pas de même pour les recettes.

c) Les Parlements nationaux sont de plus en plus privés de leur pouvoir budgétaire

Avec la réforme de la « gouvernance » européenne, voulue par Merkel et Sarkozy, la souveraineté populaire disparaît à grands pas, sans qu'il y ait pour autant de budget fédéral digne de ce nom. Le budget de l'Union européenne est de l'ordre de 1 % du PIB européen alors que celui des Etats-Unis est supérieur à 20 % du PIB états-unien. Avec « les semestres européens », le « plan euro plus », les sanctions pour « déficits excessifs », la prévention des « déséquilibres économiques » les Parlements des Etats de l'Union européenne sont en train de perdre la plus importante de leur prérogative : le vote de leur budget.

Le TSCG aggrave le traité de Lisbonne. Les sanctions s'appliquent dès que le déficit public atteint 0,5 % du PIB et non plus 3 % de ce même PIB. Le traité de Lisbonne prévoyait que ces sanctions ne soient appliquées que si une majorité qualifiée l'approuvait. Avec le TSCG il faudra, au contraire, trouver une majorité qualifiée pour que ces sanctions ne s'appliquent pas. Les sanctions seront donc quasi automatiques.

3- La récession sans fin semble le seul horizon de l'économie européenne

a) Le TSCG : un grand pas pour l'austérité

Les plans de destruction sociale imposés à la Grèce, à l'Irlande, au Portugal, à l'Espagne et maintenant à Chypre ne suffisaient pas à la droite européenne. Il fallait encore, sous la pression d'Angela Merkel, généraliser l'austérité. François Hollande a, malheureusement, décidé d'accepter le traité rédigé par Merkel et Sarkozy (le TSCG) et, donc, la généralisation de « la règle d'or ». Une règle qui se révèle de plus en plus pour ce qu'elle est, une « règle de plomb » pour les économies qui l'ont adoptée.

b) Le « pacte de croissance » : un tout petit pas pour la croissance

En contrepartie de l'adoption du TSCG, François Hollande avait fait accepter, en juin 2012, un « pacte de croissance » par les chefs d'Etats et de gouvernements européens. Le prix Nobel d'économie, Paul Krugman dans son éditorial du New York Times, le 5 juillet, qualifiait ce pacte de croissance de « pistolet à eau contre un rhinocéros qui charge. »

C'était, hélas, une qualification appropriée. Le « pacte de croissance » représente 120 milliards d'euros sur trois ou quatre ans, pour 27 Etats. Mais sans même entrer dans le détail de son financement, pour le moins hypothétique, force est de constater que le total de 120 milliards d'euros est insignifiant face à la crise que traverse l'Union européenne. 120 milliards d'euros représentent 0,9 % du PIB de l'Union européenne. Le plan de relance de l'économie des Etats Unis par Barak Obama en 2009 s'élevait à 7 % du PIB états-uniens, un tout autre ordre de grandeur. Les 120 milliards d'euros du « pacte de croissance » ne pèsent pas non plus très lourds à côté des 1 018 milliards de crédit (dont personne ne voit comment ils pourront être remboursés) versés par la Banque centrale européenne aux banques européennes en décembre 2011 et février 2012. En juillet 2012, c'est aux seules banques espagnoles que l'Union européenne a accordé un crédit « pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros », afin de les

sauver de la faillite.

Le « Pacte de croissance » est une tentative pour combler avec une petite cuillère le trou que l'austérité de Merkel creuse avec une pelleuse.

c) L'austérité a échoué partout en Europe.

Partout où les Etats ont appliqué cette politique ce n'est pas la croissance qui est au rendez-vous, mais la récession ou la stagnation économique.

C'est le cas notamment de la Grèce, du Portugal, de l'Italie et de l'Espagne que l'Union européenne a contraint à adopter de telles politiques. Les derniers chiffres de l'institut officiel de statistiques de l'Union européenne (baisse du taux de croissance du PIB entre le 2ème trimestre 2011 et le 2ème trimestre 2012) indiquent clairement l'ampleur des dégâts : -6 % pour la Grèce ; -3,3 % pour le Portugal ; -2,5 % pour l'Italie ; -1 % pour l'Espagne. En France, c'est une croissance zéro qui est (pour le moment) au rendez-vous en 2013. Ces chiffres sont terribles. Il n'est possible de commencer à créer des emplois qu'avec une croissance d'au moins 1,5 %. Une croissance zéro signifie une perte supplémentaire de centaines de milliers d'emplois.

d) Un cercle vicieux redoutable

Imposer la réduction à marche forcée des déficits publics signifie enclencher un cercle vicieux redoutable. 1- Des mesures de rigueurs sont infligées pour résorber la dette. 2- La demande intérieure diminue. 3- Le PIB se rétracte. 4- Les rentrées fiscales diminuent (impôts directs et TVA). 5- La dette publique augmente. 6- Un nouveau plan de rigueur est mis en place pour tenir le calendrier de réduction du déficit public. 7- La demande intérieure diminue de nouveau...

Ce cercle vicieux est d'autant plus redoutable que non seulement la demande intérieure des pays européens diminue mais qu'il en va de même pour leur demande extérieure. 60 % des échanges de la zone euro se font à l'intérieur de la zone euro et les politiques de rigueur y sont appliquées simultanément. Cette politique est la réédition, 80 ans plus tard, des politiques mises en oeuvre, avec le succès que l'on sait, par Pierre Laval en France et Heinrich Brüning en Allemagne, au début des années 1930.

4- Une augmentation continue des dettes publiques

En plongeant l'Europe dans la stagnation ou la récession, les politiques d'austérité accroissent chaque année le poids des dettes publiques des Etats européens, contrairement à toutes les déclarations d'intention d'Angela Merkel ou de José Manuel Barroso.

La Grèce avait une dette publique de 113 % fin 2009, elle atteignait 152,6 % au 3ème trimestre 2012. La dette irlandaise bondissait de 25 % du PIB fin 2007 à 117 % fin 2012. La dette espagnole de 37 % à 77,4 % dans le même temps. La dette portugaise de 70 % à 120,3 %. La dette italienne de 105 à 127,3 %. La dette chypriote va doubler et dépasser les 120 %.

En France, la diminution du déficit public à 3 % ne sera pas atteinte en 2013, comme le reconnaît Jean-Marc Ayrault. La stagnation de l'économie, qui plus est, entraîne un bond en avant de la dette publique qui atteint 90,2 % fin 2012 contre 86 % un an auparavant. Partout, les politiques d'austérité aboutissent au résultat inverse de celles qu'elles prétendent rechercher.

B- L'échec cuisant de la politique des dirigeants sociaux-libéraux depuis près de 30 ans

a) Le pari des sociaux-libéraux européens a échoué

Ce pari était clairement énoncé : la construction de l'Europe économique et monétaire engendrerait automatiquement l'Europe politique et l'Europe sociale. Depuis 1986, ils entonnent donc le même refrain.

L'Acte unique de 1986 n'avait aucune dimension politique ou sociale, il avait pour seul objectif de réaliser un marché unique des capitaux en Europe. Mais, nous avait-on dit, ce n'était que partie remise et la prochaine fois, ce serait le tour du social et du politique. Las ! La prochaine fois, c'était 1992 et Maastricht, où seule la monnaie unique était au rendez-vous. Mais Jacques Delors l'avait alors juré, à Amsterdam, la politique et le social feraient leur entrée triomphale.

Pourtant, à Amsterdam en 1997, il ne fut question que du « Pacte de stabilité ». Mais, affirmaient les dirigeants sociaux-libéraux, la politique et le social ne pourraient qu'accompagner l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale, prochaine étape de la construction européenne.

Malheureusement, le sommet de Nice accouchait d'une souris, celui de Barcelone d'une retraite à 63 ans : l'élargissement se faisait sans progrès social. Le traité de Lisbonne était, pour l'essentiel, la copie conforme du TCE qui venait d'être rejeté par une très large majorité d'habitants de notre pays.

La dernière étape (pour le moment) est le TSCG dont il nous fût précisé qu'il était heureusement contrebalancé par un « Pacte de croissance ». Ce pacte semble avoir, malheureusement, disparu dans le triangle des Bermudes. Ses effets, de toute façon, n'ont rien changé à l'enlisement de l'Union européenne dans la stagnation et la récession sous l'effet de la généralisation des politiques d'austérité.

b) Une méthode profondément erronée

A chaque étape de la construction européenne, depuis le tournant libéral du milieu des années 1980 (Acte unique, Maastricht, Amsterdam, élargissement aux pays d'Europe du centre et de l'est, traité de Lisbonne, TSCG...), les dirigeants sociaux-libéraux européens nous ont dit et répété : d'abord le marché, la concurrence libre et non faussée, l'économie, la monnaie... La démocratie, le social, les services publics, ce sera pour la prochaine fois ! La construction européenne pour ces dirigeants est une suite d'occasions manquées, avec une rare opiniâtreté.

Le résultat de cette méthode qui consiste à dire oui à tout prix pour « éviter la crise » a conduit la construction européenne dans l'impasse où elle est aujourd'hui : la réalisation d'un marché commun (devenu marché unique pour les 17 pays qui se sont dotés d'une monnaie unique), mais où les dimensions sociale, politique et démocratique ont cédé la place à une politique de « surveiller et punir ». Une politique menée de main de maître par la Commission européenne, une institution qui n'a pas grand-chose à voir, ni de près, ni de loin, avec la démocratie.

C- Le risque d'un effondrement de la construction européenne

Longtemps, les dirigeants sociaux-démocrates nous ont présenté l'Union européenne telle qu'elle se construisait

comme une protection contre la mondialisation libérale. Aujourd'hui, ils n'essaient même plus, tant le doute n'est plus permis. Non seulement l'Europe libérale n'a pas protégé sa population des ravages de la mondialisation libérale mais elle en a été un puissant vecteur.

Ce n'est pas pour autant qu'il faudrait « jeter le bébé avec l'eau du bain ». Une Union européenne qui tournerait le dos à sa construction actuelle pour devenir une Europe fédérale, sociale et démocratique, permettrait, seule, de nous opposer efficacement à la mondialisation libérale.

L'Union européenne a une population et un PIB qui en font un espace suffisamment riche et puissant pour instaurer une zone d'activité financière qui exclurait la spéculation financière sans que, pour autant, les capitaux puissent faire l'impasse sur son existence. C'est un espace dans lequel il serait possible de réaliser les investissements publics qui permettraient d'assurer la transition énergétique. Un espace où instaurer une harmonisation fiscale européenne vers le haut. Un espace dans lequel il serait possible d'augmenter les salaires pour relancer la croissance, de diminuer le temps de travail pour en finir avec le chômage de masse. Dans un tel espace, la monnaie unique et la BCE pourraient être mise au service de la croissance et de l'égalité sociale.

Mais aujourd'hui, l'Europe et l'euro sont en danger du fait des politiques néolibérales qui leur sont imposées.

1- L'euro risque d'implorer

A plusieurs reprises, entre 2010 et 2013, l'euro a failli se fracasser sur la dette de la Grèce, un pays dont l'économie représente pourtant moins de 3 % du PIB de la zone euro. Aujourd'hui, l'histoire se répète, avec Chypre, un pays dont l'économie ne représente même pas 0,2 % du PIB de la zone euro.

Il est difficile de trouver meilleure mesure de l'impasse de la construction européenne actuelle. Une construction qui, avec la monnaie unique, a créé de multiples interdépendances entre les différents pays de la zone euro (la crise des banques chypriotes est la conséquence directe de celle des banques grecques) mais qui a été incapable d'instaurer la moindre solidarité entre les pays de cette zone.

Entre mai 2010 et mars 2013 (moins de 3 ans) l'euro a été « sauvé » 13 fois. A chaque fois, les dirigeants européens nous ont assuré que cette fois c'était la bonne et que tout danger était écarté.

En mai 2010, c'est la 1ère crise grecque qui se termine par un prêt de 110 milliards d'euros de l'UE et du FMI, puis, peu après, la création du Fonds européen de stabilité financière (FESF). En novembre 2010, c'est le tour de la crise irlandaise avec un prêt de 85 milliards de la Troïka. En mai 2011, c'est la crise portugaise et un prêt de 78 milliards. En juillet 2011 éclate la 2ème crise grecque qui s'achève par un nouveau prêt de l'UE et du FMI, de 100 milliards d'euros. En août 2011 : les cours de la bourse s'effondrent de 10 % à Paris, Francfort et Milan, les actions bancaires sont particulièrement touchées. Pour « rassurer les marchés », Merkel et Sarkozy annoncent que le FESF disposera de 1 000 milliards d'euros (ce qui n'a jamais été le cas). Novembre 2011 : 3ème crise grecque à l'annonce d'un référendum en Grèce par Georges Papandréou. Il est aussitôt remplacé par Lucas Papademos. Dans la foulée, les marchés votent avec leurs taux et imposent, en Italie, le remplacement de Silvio Berlusconi par Mario Monti. En décembre 2011 les taux de la dette publique italienne atteignent 7,8 %. Pour « rassurer les marchés » la BCE accordera (en deux fois, fin 2011 et début 2012) 1 018 milliards d'euros de crédit aux banques qui mettront fin à la hausse des taux en achetant massivement des obligations publiques italiennes et espagnoles.

Mai 2012, c'est le tour de l'Espagne : l'UE décide d'un crédit aux banques espagnoles pouvant aller « jusqu'à 100 milliards d'euros ». L'été 2012 s'annonce aussi meurtrier que celui de 2011 : Mario Draghi annonce que l'euro est « irréversible », que la BCE se donnera les moyens d'assurer la pérennité de l'euro et que les spéculateurs qui en

douteraient s'y casseront les dents. Septembre 2012, Draghi indique que le bazooka annoncé en juillet était bien chargé : les Etats pourront profiter de prêts de la BCE, à condition toutefois, de passer par les « strictes conditionnalités » du Mécanisme Européen de Stabilité (MES) qui vient de remplacer le FESF. Ces « strictes conditionnalités », ce sont les plans de destruction sociale imposés à la Grèce, à l'Irlande ou au Portugal. Le TSCG, adopté en décembre 2012 achevait de « rassurer les marchés financiers » et de « sauver » l'euro. En 2012, tout au moins.

Février 2013 : les marchés financiers commencent à comprendre que les plans d'austérité, le TSCG entraînent une stagnation ou une récession économique généralisée qui augmentent, partout, le poids des dettes publiques. Ils se mettent à craindre de ne pas être remboursés et sont de plus en plus fébriles. La parenthèse ouverte en juillet 2012 se ferme. Les taux des dettes publiques italiennes et espagnoles recommencent à augmenter. Mars 2013, c'est la crise des banques chypriotes qui se termine (momentanément) par un prêt de 10 milliards de l'UE et du FMI accompagné des « strictes conditionnalités » du MES, c'est-à-dire du plan de destruction sociale habituel. Rien n'est réglé pour autant : la crise sociale s'étend partout en Europe, la crise politique n'est réglée ni en Italie (où Mario Monti a subi une raclée électorale mémorable en février et où la crise institutionnelle s'approfondit), ni en Espagne, même si le PSOE se garde de bien de proposer au mouvement social la solution politique démocratique que serait la tenue d'élections législatives anticipées.

Qui peut croire sérieusement que l'euro pourra se permettre encore longtemps d'être « sauvé » tous les trois mois ?

2- Le délitement de l'Union européenne

L'éclatement de la zone euro aurait des répercussions immédiates sur l'existence même de l'Union européenne. La fin de l'euro enclencherait une dynamique qui risquerait de transformer l'Union européenne en une simple zone de libre-échange.

Merkel, Baroso et Cameron sont comme des funambules aux yeux bandés. Ils se refusent à voir les effets de leur politique et les crises sociales, économiques, politiques et même financières qui en résultent. Ils ne voient, même pas, la montée de l'extrême-droite en Europe.

Au nord de l'union européenne, tout d'abord. En Autriche, le FPO a recueilli 17,6 % des suffrages exprimés en 2010. Au Royaume Uni, la même année, le British National Party obtient 6,2 % (900 000 voix) ; il plafonnait à 1,1 % en 1999 (100 000 voix). En Belgique le Vlaam Belang atteint 7,8 %, toujours en 2010. En France, le Front National obtient 17,9 % au 1er tour de l'élection présidentielle de 2012 ; en mars 2012 dans la législative partielle de l'Oise, sa candidate recueille 48,5 % des suffrages exprimés.

Au sud de l'Union, ensuite. En Italie : la Ligue du Nord obtient 14,9 % dans les 8 régions du nord où elle se présentait en 2010. En Grèce, un mouvement qui se réclame ouvertement du nazisme, Aube dorée, atteint 6,9 % des suffrages en 2012, alors que 3 ans auparavant, il plafonnait à 0,29 % ; dans tous les sondages il est, aujourd'hui, au-dessus de 15 %.

A l'est de l'Union, enfin. En Hongrie, Jobbik recueille 16,7 % en 2010, alors qu'il n'atteignait que 2 % en 2003. En Bulgarie, Ataka obtient 9,4 % des voix en 2009. En Slovaquie, le Parti National Slovaque atteint 5,7 %.

Et cela, sans compter les suffrages qui sont allés à la droite de la droite, des partis équivalents au MPF de Philippe de Villiers.

Ils mènent l'Europe droit dans le mur !

A Pays-Bas, le PPV recueille 10 % des suffrages en 2012. Le Parti populaire danois recueille 12,3 % en 2010. En Suède, les « Démocrates » atteignent 19,2 %. En Belgique, le NVA, avec 38 % des suffrages, s'empare de la municipalité d'Anvers. Au Royaume Uni, l'UKIP qui avait obtenu 16,5 % aux européennes de 2009, atteint, le 1er mars, 28 % dans une législative partielle ; alors que David Cameron (sous la pression de l'aile droite du parti conservateur) vient d'accepter un référendum sur le maintien ou non dans l'UE.

Partout, dans l'Union européenne, la progression de l'extrême-droite et de la droite de la droite s'accélère et avec elle, le délitement de l'Union européenne.